



CHAPITRE 6

Loi accordant une pension à la veuve de
M. Pierre Laporte

[Sanctionnée le 19 décembre 1970]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

Montant
de la
pension.

1. Il est accordé à la veuve de M. Pierre Laporte une pension annuelle égale à la moitié du montant des indemnités qu'il recevait comme député à l'Assemblée nationale et comme membre du Conseil exécutif mais à l'exclusion des allocations qu'il recevait à ces titres.

Mode de
paiement.

Cette pension lui est payable à compter du 18 octobre 1970, sa vie durant, par versements égaux et mensuels, à même le fonds consolidé du revenu.

Décès de
la bénéficiaire.

Au cas de décès de la bénéficiaire, le quart de cette pension sera payable à même le fonds consolidé du revenu, par versements égaux et mensuels, à chacun de ses deux enfants jusqu'à ce qu'il atteigne l'âge de dix-huit ans ou, s'il fréquente assidûment une institution d'enseignement, jusqu'à l'âge de vingt et un ans.

Entrée en
vigueur.

2. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

CHAPTER 6

An Act granting a pension to the widow
of Mr. Pierre Laporte

[Assented to 19th December 1970]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

Amount
of
pension.

1. An annual pension is granted to the widow of Mr. Pierre Laporte, such pension to be equal to one-half of the amount of the indemnities which he was receiving as a member of the National Assembly and as a member of the Executive Council, but excluding the allowances he was receiving as such.

Mode of
payment.

Such pension shall be payable to her for life, from the 18th of October 1970, in equal monthly instalments, out of the consolidated revenue fund.

Death
of bene-
ficiary.

If the beneficiary dies, one-quarter of such pension shall be payable in equal monthly instalments out of the consolidated revenue fund to each of her two children until he reaches the age of eighteen years or, until the age of twenty-one years, if he regularly attends an educational institution.

Coming
into force.

2. This act shall come into force on the day of its sanction.